



**MISE À JOUR DES
PRINCIPES
DIRECTEURS
2016-2017**

TABLE DES MATIÈRES

1.	VOLET EXPÉRIMENTAL	1
	Changements applicables aux Principes directeurs du Volet expérimental	1
	Changements applicables au Volet expérimental — Politique de récupération du Programme d'innovation	2
	Changements applicables au Programme de partenariats avec des accélérateurs (2PA)	2
2.	VOLET CONVERGENT	3
	Changements applicables à tous les programmes de production du Volet convergent	3
	Changements apportés à tous les programmes sélectifs du Volet convergent.....	4
	Changements apportés au Programme autochtone et au Programme de diversité linguistique	5
	Changements apportés au Programme autochtone	5
	Changements apportés à la Mesure incitative pour la production de langue anglaise en milieu minoritaire	5
	Changements apportés à la Mesure incitative pour les médias numériques convergents (MIMNC)	6
	Changements apportés au Programme de production de langue française en milieu minoritaire	7
	Changements apportés à la Mesure incitative pour les projets nordiques	7
	Changements apportés au Programme de développement.....	8
	Changements apportés à l'Annexe A.....	8
	Changements apportés à l'Annexe B.....	9

1. VOLET EXPÉRIMENTAL

Changements applicables aux Principes directeurs du Volet expérimental

Mise en place du Programme pilote pour les projets commerciaux (3PC)

- Auparavant, le Volet expérimental offrait du financement pour le développement, la production et la mise en marché de contenus médias numériques et les logiciels d'application interactifs canadiens à la fine pointe de l'innovation.
- À l'automne 2016-2017, le FMC commencera à accepter les demandes de financement par le truchement d'un programme pilote visant à soutenir des contenus médias numériques et des logiciels d'application interactifs canadiens à la fine pointe de l'innovation qui mettent davantage l'accent sur le succès commercial. Les projets admissibles au 3PC peuvent soumettre une demande d'aide financière à la production, sont soumis à un processus de sélection et doivent se conformer à une Politique de récupération normalisée distincte.
 - Voir les Principes directeurs du 3PC

Programme d'innovation — Modification des critères d'admissibilité à l'aide à la mise en marché et à la promotion

- Auparavant, les projets pouvaient soumettre une demande d'aide au développement, à la production et à la mise en marché et à la promotion.
- Dorénavant, seuls les projets ayant reçu de l'aide à la production seront admissibles à l'aide à la mise en marché et à la promotion.
 - Voir la section 2.3.1

Programme d'innovation — Changements apportés à la grille d'évaluation

- Auparavant, la section Équipe de la grille d'évaluation incluait des critères d'évaluation liés surtout à l'expérience, aux réalisations, à la cohésion et à la complémentarité du studio et du personnel de production dans l'évaluation des projets pour les étapes de développement, de production et de mise en marché et promotion.
- Dorénavant, l'analyse du critère Équipe s'effectuera de façon spécifique en fonction de l'étape de financement (développement, production ou promotion et mise en marché, selon le cas).
 - Voir la section 2.4
- Auparavant, la section Plan d'affaires (et les critères d'évaluation connexes) n'était pas incluse dans l'évaluation d'un projet en vue d'une aide au développement et la section Stratégie de diffusion recevait une pondération de 10 %.
- Dorénavant, la section Plan d'affaires et la section Stratégie de diffusion ont été combinées pour les projets présentés au titre de l'aide au développement uniquement. La pondération de cette nouvelle section est de 10 %.
 - Voir la section 2.4

Programme d'innovation — Diminution de la contribution maximale pour la production

- Auparavant, la contribution maximale à un projet au titre de l'aide à la production s'établissait à 75 % des dépenses admissibles du projet ou 1,2 million de dollars, selon le moindre de ces montants.
- Dorénavant, la contribution maximale s'établit à 75 % des dépenses admissibles du projet ou un million de dollars, selon le moindre de ces montants.
 - Voir la section 2.3.1

Programme d'innovation — Clarification des projets non admissibles

- À partir de 2016-2017, les jeux de type casino figureront dans la liste d'exemples de projets non admissibles.
 - Voir la section 3.2.2.1

Changements applicables au Volet expérimental — Politique de récupération du Programme d'innovation

Programme d'innovation

- Auparavant, avant que le FMC ne récupère sa part des revenus, le Requérant pouvait déduire les commissions, honoraires et dépenses liés à l'exploitation ainsi qu'à l'amélioration du projet jusqu'à un maximum de 75 % des revenus bruts d'exploitation.
- Dorénavant, les requérants sont autorisés à effectuer ces déductions jusqu'à un maximum de 75 % des revenus bruts d'exploitation au cours de la première année d'exploitation du projet et jusqu'à un maximum de 50 % des revenus bruts d'exploitation pour les années subséquentes.
 - Voir l'annexe A des Principes directeurs du Programme d'innovation, section 3.3

Changements applicables au Programme de partenariats avec des accélérateurs (2PA)

Élimination du statut de programme « pilote »

- Auparavant, le Programme de partenariats avec des accélérateurs (2PA) était offert à titre d'initiative pilote.
- Dorénavant, le 2PA sera un programme régulier du FMC.

Liste révisée d'accélérateurs approuvés

- La liste des accélérateurs qui ont été approuvés en vue de fournir des services par le truchement du Programme a été révisée. L'admissibilité d'autres accélérateurs sera évaluée au cas par cas.
 - Voir le paragraphe 4.

Modification des critères d'admissibilité — suppression de « ayant reçu du financement au développement » et ajout de « ayant reçu du financement à la mise en marché »

- Auparavant, pour être admissibles au 2PA, les projets devaient avoir déjà reçu de l'aide au développement ou à la production (ou les deux) au titre du Volet expérimental du FMC.
- Dorénavant, pour être admissibles au 2PA, les projets devront avoir déjà reçu de l'aide à la production ou à la mise en marché (ou les deux) au titre du Volet expérimental du FMC.
 - Voir le paragraphe 6.

2. VOLET CONVERGENT

Changements applicables à tous les programmes de production du Volet convergent

Modification des exigences en matière de composantes médias numériques

- Auparavant, les requérants avaient la possibilité, pour satisfaire aux exigences de convergence du FMC, de créer des composantes médias numériques (MN) qui répondaient au seuil de contenu numérique minimal « riche et élaboré », conformément à la définition contenue dans la section 3.2.MN des Principes directeurs.
- Cette année, le seuil a été diminué, pour passer de « riche et élaboré » à « contenu à valeur ajoutée ». Même si la définition des deux paliers de contenu décrit à la section 3.2.MN des Principes directeurs demeurera la même, les composantes MN dont le devis est inférieur ou égal à 100 000 \$ pour le marché de langue anglaise et à 50 000 \$ pour le marché de langue française et le Programme de diversité linguistique seront considérées comme ayant un contenu « à valeur ajoutée ». Pour leur part, les composantes MN dont le devis est supérieur à 100 000 \$ pour le marché de langue anglaise et à 50 000 \$ pour le marché de langue française et le Programme de diversité linguistique seront considérées comme ayant un contenu « riche et élaboré ».
 - Voir la section 3.2 MN
- Auparavant, les télédiffuseurs étaient tenus de consacrer au moins 60 % de leurs allocations d'enveloppes de rendement (ER) à des projets assortis d'une composante médias numériques « riche et élaborée ».
- Maintenant, les télédiffuseurs pourront consacrer 60 % de leurs allocations d'ER à des projets assortis d'une composante MN à contenu « riche et élaboré », ou un minimum de 60 % de leurs projets devront comporter une composante médias numériques qui répond aux exigences du FMC en matière de contenu « à valeur ajoutée » ou « riche et élaboré », en vertu de la section 3.2.MN des Principes directeurs.
 - Voir la section C.2.6 du Guide des enveloppes de rendement
- Auparavant, pour les composantes MN, il fallait soumettre au FMC un devis et une demande distincts.
- Dorénavant, les dépenses liées aux composantes médias numériques à valeur ajoutée seront soumises par l'intermédiaire du devis et de la demande de la composante télévision, alors que les dépenses liées aux composantes médias numériques riches et élaborées devront encore faire l'objet d'un devis et d'une demande distincts.
 - Voir la section 2.3.2
- Auparavant, la contribution du FMC à la composante MN prenait la forme d'une contribution non remboursable.
- Dorénavant, la contribution du FMC à la composante MN « riche et élaborée » demeurera une contribution non remboursable, mais les dépenses admissibles des composantes MN « à valeur ajoutée » seront combinées à celles de la composante télévision, et la proportion de suppléments de droits de diffusion et de participation au capital sera calculée en fonction de la somme totale des dépenses admissibles.
 - Voir la section 2.2

Hausse du plafond des dépenses de mise en marché

- Auparavant, les dépenses admissibles liées à la mise en marché de la composante télévision ne pouvaient dépasser 3 % des catégories B + C du devis de production.
- Dorénavant, les dépenses admissibles liées à la mise en marché de la composante télévision ne peuvent dépasser 5 % des catégories B + C du devis de production, jusqu'à concurrence de 300 000 \$. Toutefois, aucun plafond ne sera imposé aux dépenses liées à la mise en marché totalisant 10 000 \$ ou moins.
 - Voir la section 2.3.2.TV.2

Clarification des dépenses de mise en marché non admissibles

- Auparavant, les Principes directeurs mentionnaient les concepts suivants comme exemples de dépenses de mise en marché non admissibles : « coûts qui ont déjà été financés par un autre partenaire financier », « réception de fin de tournage », « cadeaux à l'équipe », « cadeaux au public (p. ex. t-shirts, tasses) » et « site Web de base ».
- Dorénavant, les « cadeaux à la distribution » ont été ajoutés, mais « site Web de base » a été supprimé, puisque celui-ci peut maintenant être considéré comme une composante MN « à valeur ajoutée », conformément à la section 3.2.MN des Principes directeurs.
 - Voir la section 2.3.2.TV.2

Précision sur les dépenses admissibles liées à la mise en marché

- Auparavant, les campagnes de médias numériques et de mise en marché virale ainsi que les dépenses liées à l'optimisation du moteur de recherche étaient considérées comme des dépenses de mise en marché admissibles.
- Dorénavant, ces activités ne seront plus considérées comme des dépenses de mise en marché admissibles, mais pourront être considérées comme une composante MN « à valeur ajoutée » ou « riche et élaborée », conformément à la section 3.2.MN des Principes directeurs.
 - Voir la section 2.3.2.TV.2

Admissibilité à titre de coproduction audiovisuelle régie par un traité

- Auparavant, les coproductions audiovisuelles régies par un traité devaient satisfaire aux Exigences fondamentales du FMC même si elles étaient certifiées par le BCPAC.
- Dorénavant, si une production reçoit une recommandation préliminaire de certification par le BCPAC en tant que coproduction audiovisuelle régie par un traité du bureau des coproductions de Téléfilm Canada (et reçoit en définitive ladite certification), le projet sera admissible en vue du financement du FMC.
 - Voir la section 3.2.TV.1.1

Établissement d'une exigence seuil en matière de droits de diffusion distincte pour les longs métrages dramatiques de langue anglaise lancés en salle

- À partir de 2016-2017, le FMC établira une exigence seuil en matière de droits de diffusion distincte pour les longs métrages dramatiques de langue anglaise lancés en salle. Celle-ci s'établira à 5 % des dépenses admissibles du projet, jusqu'à concurrence de 230 000 \$. En outre, les requérants sont tenus d'accompagner leur demande d'une entente de distribution en vue de la sortie de leur projet en salle au Canada.
 - Voir la section 3.2.TV.5.1

Admissibilité à titre de « production régionale »

- Auparavant, pour satisfaire à la définition de « production régionale », le tournage des prises de vues principales pour la composante télévision devait se faire en région.
- Cette exigence a été modifiée ainsi : « La très grande majorité des prises de vues principales pour la composante télévision est tournée en région. »
- Auparavant, pour satisfaire à la définition de « production régionale », le tournage des prises de vues principales pour la composante télévision devait se faire en région.
- Désormais, dans le cas des projets d'animation, il est précisé que les principaux travaux d'animation clé de la composante télévision doivent être réalisés en région.
 - Voir la section 2.1.1

Changements apportés à tous les programmes sélectifs du Volet convergent

Grille d'évaluation

- Auparavant, dans la grille d'évaluation, 15 points étaient réservés au critère de la composante MN.

- Dorénavant, les projets assortis d'une composante MN « riche et élaborée » recevront un maximum de 10 points pour cette catégorie et les projets assortis d'une composante MN « à valeur ajoutée », un maximum de 5 points.
- Auparavant, dans la grille d'évaluation, 35 points étaient réservés au critère des éléments créatifs, dont 15 pour l'originalité et la créativité.
- Dorénavant, la pondération des éléments créatifs est passée à 40 points, dont 20 pour l'originalité et la créativité.
 - Voir la section 2.4

Changements apportés au Programme autochtone et au Programme de diversité linguistique

Grille d'évaluation

- Auparavant, 25 points étaient réservés au critère d'intérêt du marché, dont 15 pour l'engagement du télédiffuseur.
- Dorénavant, la pondération de l'intérêt du marché est passée à 20 points, dont 10 pour l'engagement du télédiffuseur.
- Auparavant, dans la grille d'évaluation, 15 points étaient réservés au critère d'objectifs du programme.
- Dorénavant, la pondération des objectifs du programme est passée à 20 points.
 - Voir la section 2.4

Changements apportés au Programme autochtone

Satisfaction de l'exigence de 20 % des dialogues ou de la narration tournés en langues autochtones

- Auparavant, il était demandé que, en moyenne, au moins 20 % des dialogues ou de la narration de la version originale autochtone de la composante télévision soient originalement tournés en langue autochtone.
- Dorénavant, cette exigence a été ainsi modifiée : « Les Requérants doivent déployer tous les efforts pour s'assurer que, en moyenne, au moins 20 % des dialogues ou de la narration de la version originale autochtone de la composante télévision ont été originalement tournés en langue autochtone. Le FMC pourra accorder des exceptions à cette exigence, au cas par cas. »
 - Voir la section 3.2.TV.4.f

Changements apportés à la Mesure incitative pour la production de langue anglaise en milieu minoritaire

Augmentation de la contribution maximale pour la composante télévision

- Auparavant, la Mesure incitative prenait la forme d'un supplément de droits de diffusion de 15 % des dépenses admissibles de la composante télévision, jusqu'à concurrence de 800 000 \$ par projet.
- Dorénavant, la Mesure incitative demeure un supplément de droits de diffusion de 15 % des dépenses admissibles de la composante télévision, mais jusqu'à concurrence de 900 000 \$ par projet.
 - Voir le paragraphe 2

Clarification des droits de diffusion admissibles

- À partir de 2016-2017, le FMC précise que les droits de diffusion d'un télédiffuseur canadien de langue française peuvent être considérés comme des droits de diffusion admissibles afin d'atteindre l'exigence seuil en matière de droits de diffusion. Toutefois, les droits de diffusion d'un télédiffuseur canadien de langue anglaise admissible doivent représenter la plus grande part de ces droits de diffusion admissibles.
 - Voir le paragraphe 7

Changements apportés à la Mesure incitative pour les médias numériques convergents (MIMNC)

Modification des exigences d'admissibilité

- Auparavant, pour satisfaire aux exigences de la MIMNC, les dépenses admissibles de la composante médias numériques (MN) devaient atteindre au moins 100 000 \$.
- Dorénavant, le seuil a été haussé pour les composantes médias numériques qui comprennent les activités répertoriées dans la section 3.2.MN des Principes directeurs et dont les dépenses admissibles s'établissent à au moins 350 000 \$ pour les productions de langue anglaise et à au moins 150 000 \$ pour les productions de langue française.
 - Voir le paragraphe 8

Réduction du nombre de projets pouvant être déclenchés

- Auparavant, les télédiffuseurs de langue anglaise ne pouvaient déposer plus de cinq projets par exercice.
- Dorénavant, les télédiffuseurs de langue anglaise ne pourront déposer plus de trois projets par exercice.
 - Voir le paragraphe 9

Changements apportés au Programme de diversité linguistique

Satisfaction de l'exigence relative à la langue originale de la production

- Auparavant, la langue de production originale de la composante télévision devait être une langue autre que l'anglais, le français ou une langue autochtone utilisée au Canada.
- Dorénavant, si le requérant souhaite que le français ou l'anglais soit utilisé dans un projet présenté au titre du Programme, le FMC pourra établir des exceptions au cas par cas si le télédiffuseur concerné consacre une portion de son allocation d'Enveloppe de rendement à la production du projet. Néanmoins, la langue de production originale doit principalement être une langue autre que l'anglais, le français ou une langue autochtone utilisée au Canada.
 - Voir la section 3.2.TV

Changements apportés à la Prime pour la production régionale de langue anglaise

Augmentation de la contribution maximale pour la composante télévision

- Auparavant, la Prime prenait la forme d'un supplément de droits de diffusion de 10 % des dépenses admissibles de la composante télévision, jusqu'à concurrence de un million de dollars par projet.
- Dorénavant, la Prime prendra la forme d'un supplément de droits de diffusion de 15 % des dépenses admissibles de la composante télévision, jusqu'à concurrence de un million de dollars par projet.
 - Voir le paragraphe 6

Augmentation du plafond provincial

- Auparavant, une province ne pouvait obtenir plus de 30 % de l'allocation de la Prime.
- Dorénavant, une province ne peut obtenir plus de 35 % de l'allocation de la Prime.
 - Voir le paragraphe 6

Distribution des fonds non dépensés

- Auparavant, les fonds restants après la première date limite étaient accessibles à toutes les provinces admissibles, y compris celles qui avaient atteint le plafond de 30 % avant la première date.
- Dorénavant, les fonds restants après la première date limite seront uniquement accessibles aux provinces admissibles qui n'ont pas atteint le plafond de 35 %.
 - Voir le paragraphe 6

Changements apportés au Programme de production de langue française en milieu minoritaire

Suppression de l'aide au prédéveloppement

- Auparavant, le FMC offrait une allocation distincte pouvant aller jusqu'à 500 000 \$ en aide au prédéveloppement et au développement dans le cadre du Programme de production de langue française en milieu minoritaire.
- Dorénavant, cette allocation distincte ne sera offerte que pour l'aide au développement. Les projets de prédéveloppement ne sont plus admissibles dans ce programme.
 - Voir la section 2.1.2

Changements apportés à la Mesure incitative pour les projets nordiques

Augmentation de la contribution maximale pour la composante télévision

- Auparavant, la contribution maximale pour la composante MN était de 75 % des dépenses admissibles de la composante, jusqu'à concurrence de 50 000 \$.
- Dorénavant, la contribution maximale pour la composante MN sera de 75 % des dépenses admissibles de la composante, jusqu'à concurrence de 100 000 \$.
 - Voir le paragraphe 5

Élargissement de la Mesure incitative afin d'inclure l'aide au développement

- Auparavant, l'ancienne « Mesure incitative pour la production nordique » offrait une aide à la production à des projets admissibles provenant de requérants du Nunavut, du Yukon ou des Territoires du Nord-Ouest.
- Dorénavant, la Mesure incitative, renommée « Mesure incitative pour les projets nordiques », offrira une aide au développement et à la production à des projets admissibles provenant de requérants du Nunavut, du Yukon ou des Territoires du Nord-Ouest. Voici les dispositions propres à l'aide au développement :

Composante télévision

- La contribution maximale pour la composante télévision sera de 75 % des dépenses admissibles de la composante, jusqu'à concurrence de 50 000 \$.
- L'exigence seuil en matière de droits de développement s'établit à 15 % des dépenses admissibles, mais il n'y aura pas de montant minimum exigé quant au droit de développement pour les projets ayant uniquement des droits de développement de canaux communautaires exploités au Nunavut, au Yukon ou dans les Territoires du Nord-Ouest (« Canaux communautaires »).

Composante MN

- La contribution maximale pour la composante MN sera de 75 % des dépenses admissibles de la composante, jusqu'à concurrence de 10 000 \$.
- L'exigence seuil en matière de droits de développement s'établit à 10 % des dépenses admissibles, mais il n'y aura aucun droit de développement minimal exigé aux projets ayant uniquement des droits de développement de Canaux Communautaires.
- Les composantes MN ayant des dépenses admissibles de moins de 10 000 \$ seront soumises par l'intermédiaire du devis de la composante télévision. Pour ces projets, l'exigence seuil de développement sera calculée sur les dépenses admissibles combinées de la composante télévision et des composantes médias numériques. L'exigence seuil en matière de droits de diffusion applicable sera celle de la composante télévision.
- Voir la page 4

Changements apportés au Programme de développement

Modification apportée aux dépenses admissibles

- Le FMC a modifié la liste de dépenses admissibles relativement au pré-développement de projets télévisuels et au développement de projets télévisuels et de médias numériques.
 - Voir les sections 2.3.2.TV.1, 2.3.2.TV.2 et 2.3.2.MN.1.

Modification des exigences en matière de composantes médias numériques

- Auparavant, les requérants avaient la possibilité, pour satisfaire aux exigences de convergence du FMC, de créer des composantes médias numériques (MN) qui répondaient au seuil de contenu numérique minimal « riche et élaboré », conformément à la définition contenue dans la section 3.2.MN des Principes directeurs.
- Dorénavant, le seuil a été diminué, pour passer de « riche et élaboré » à « contenu à valeur ajoutée ». Alors que la définition de la section 3.2.MN des Principes directeurs des deux paliers de contenu demeurera la même, les composantes MN dont le devis est inférieur à 10 000 \$ seront considérées comme ayant un contenu « à valeur ajoutée ». Par ailleurs, les composantes MN dont le devis est égal ou supérieur à 10 000 \$ seront considérées comme ayant un contenu « riche et élaboré ».
 - Voir la section 3.2.MN
- Auparavant, les télédiffuseurs étaient tenus de consacrer au moins 60 % de leurs allocations d'enveloppes de développement (ED) à des projets assortis d'une composante médias numériques « riche et élaborée ».
- Dorénavant, les télédiffuseurs pourront consacrer 60 % de leurs allocations d'ED à des projets assortis d'une composante MN « riche et élaborée », ou un minimum de 60 % de leurs projets devront comporter une composante médias numériques qui répond aux exigences du FMC en matière de contenu « à valeur ajoutée » ou « riche et élaboré », en vertu de la section 3.2.MN des Principes directeurs.
 - Voir la section C.4 du Guide des enveloppes de développement
- Auparavant, pour les composantes MN, il fallait soumettre au FMC une demande distincte; toutefois, si leurs dépenses admissibles étaient inférieures à 5 000 \$, elles devaient être soumises par l'intermédiaire du devis et de la demande de la composante télévision.
- Dorénavant, les composantes médias numériques à valeur ajoutée (devis inférieur à 10 000 \$) seront soumises par l'intermédiaire du devis et de la demande de la composante télévision, alors que les composantes médias numériques à contenu riche et élaboré devront encore faire l'objet d'un devis et d'une demande distincts.
 - Voir la section 3.2.MN
- Auparavant, pour une composante MN ayant des dépenses admissibles de moins de 5 000 \$, l'exigence seuil de développement était calculée à partir des dépenses admissibles combinées de la composante télévision et de la composante MN. L'exigence seuil en matière de droits de diffusion applicable était celle de la composante télévision.
- À présent, les composantes MN « à valeur ajoutée » ayant des dépenses admissibles de moins de 10 000 \$ doivent atteindre l'exigence seuil de développement calculée à partir des dépenses admissibles combinées de la composante télévision et de la composante MN. L'exigence seuil en matière de droits de diffusion applicable sera celle de la composante télévision.
 - Voir la section 2.A.3

Changements apportés à l'Annexe A

Définition de « minisérie »

- Auparavant, une minisérie était définie comme un projet composé de six épisodes ou moins qui traite d'un sujet dans son intégralité pour en arriver à une conclusion, sans intention de renouvellement.
- Dorénavant, une minisérie est définie comme un projet se composant de six épisodes ou moins.
 - Voir la page 9

Changements apportés à l'Annexe B

Section 4, Politique de protection d'achèvement

- Auparavant, le FMC n'exigeait pas de protection d'achèvement pour les productions dans lesquelles il investissait moins de 250 000 \$.
- Dorénavant, le FMC n'exigera pas de protection d'achèvement pour les productions dans lesquelles il investit moins de 500 000 \$.
 - Voir la page 4-1

Section 6, Politique de récupération normalisée — Volet convergent

- Auparavant, la récupération croisée des revenus perçus et des dépenses engagées au Canada avec les revenus et les dépenses d'autres territoires ainsi que la récupération croisée des revenus perçus et des dépenses engagées pour certains titres avec les revenus et les dépenses d'autres titres du distributeur n'était pas autorisée.
- Dorénavant, la restriction quant à la récupération croisée des revenus perçus et des dépenses engagées s'applique entre les autres médias ou plateformes du distributeur.
 - Voir l'annexe A, section 4
- Auparavant, il y a deux modèles de récupération normalisée, soit le modèle A (sans distributeur admissible) et le modèle B (avec distributeur admissible).
- Tel qu'il a été annoncé en 2015-2016, à partir de 2016-2017, la démarche à deux modèles sera éliminée et le modèle B sera adopté comme modèle unique de récupération, qu'il y ait ou non un distributeur admissible associé au projet. Ainsi, le crédit d'impôt fédéral sera récupérable lorsque les autres investisseurs, y compris le FMC et le producteur (l'investissement et les crédits d'impôt provinciaux ou les subventions, le cas échéant), auront récupéré leur investissement initial, mais avant qu'ils aient commencé à participer aux profits.
 - Voir la page 6-2
- Auparavant, les crédits d'impôt provincial bénéficiaient d'un droit de récupération préférentiel au palier 2 de la Politique de récupération normalisée du FMC.
- Dorénavant, pour les besoins des calculs du palier 2 de la Politique de récupération normalisée du FMC, certaines mesures incitatives provinciales et territoriales destinées au secteur audiovisuel seront traitées de la même façon que les crédits d'impôt provincial.
 - Voir la page 6-2